

Annapolis, 26 Septembre 2010. Ma dernière lettre évoquait les défaites retentissantes subies aux primaires américaines par les candidats républicains "centristes" ou "modérés" à l'investiture républicaine. Commentant le triomphe des "conservateurs", les deux principaux journaux libéraux des Etats-Unis, le *Washington Post* et le *New York Times*, ont marqué leur étonnement. Cet étonnement étonne.

Le pourquoi d'un renvoi aussi massif des sortants

Quand le management d'une entreprise a, comme on dit, « planté la boîte », les actionnaires renvoient le management. Ils le font sans état d'âme, si du moins ils ne sont pas encore ruinés. Et s'ils ont un peu de bon sens, ils regrettent de ne pas l'avoir fait plus tôt.

J'ai entendu parler sur C-Span Michael Steele, le Président noir du National Republican Comitee. Ses propos, qu'il tenait ces jours derniers à Little Rock, Arkansas, se résumaient d'un mot : « Assez. » (« Enough »). Il exprimait une conscience de plus en plus claire, et majoritaire aux Etats-Unis, que, si les choses continuent, leur pays va tout simplement à la faillite. L'immense classe moyenne a pris conscience de la gravité de la situation. Les gens pensent que le management politique a « planté le pays ». Ces citoyens, qui se sentent les propriétaires de leur pays, veulent donc renvoyer le management politique. Et comme la responsabilité de la faillite est équitablement partagée par les deux principaux partis, les gens se disent que le pays a besoin de sang neuf et qu'il faut remercier les sortant. (« Vote incumbents out ! ») Et c'est ce qu'ils font.

Cela semble un raisonnement peu attaquable dans son principe. On ne peut pas raisonnablement le réduire à un préjugé « populiste », ou à un mouvement d'humeur, ou à l'influence d'une clique extrémiste.

Bien commun, copropriété, démocratie

Le rapprochement entre une copropriété et une démocratie est très éclairant pour la notion de pouvoir et la notion de démocratie. La notion du bien commun s'éclaire en effet, et prend une sorte d'évidence, quand on commence par observer comment des copropriétaires ont des biens en commun – des objets, des constructions, des espaces, mais aussi des institutions, des règles, des projets, une ambiance, des valeurs, des souvenirs. Tous ces biens sont communs et leur ensemble constitue le bien commun. Le pouvoir se définit par la gestion d'un bien commun. Et la démocratie est le régime où le pouvoir vient des copropriétaires.

Le mérite de ce rapprochement entre copropriété et démocratie, c'est de rappeler qu'une démocratie n'est pas la propriété de ses dirigeants politiques, ni même de leurs électeurs. Les dirigeants ne sont que des administrateurs de biens que tous les citoyens possèdent en commun – LE bien commun.

La gestion de ce bien commun définit la fonction du pouvoir légitime. La comparaison entre copropriété et démocratie est donc pertinente (malgré ses limites). Elle pourrait être prolongée par la comparaison entre le dirigeant politique et un syndic de copropriété. Dans cette perspective, le peuple n'est pas une idée, ou un concept, ce sont des gens réels qui forment une communauté politique réelle et qui ont des biens réels en commun – choses, institutions, projets, idées, valeurs, souvenirs – : le bien commun.

Au niveau le plus concret, une démocratie est tout simplement un ensemble organisé de propriétaires, en grande majorité moyens et petits. Certains citoyens, c'est vrai, n'ont presque rien, sauf leurs enfants (en latin, *proles*, d'où l'expression latine de *proletarii*, prolétaires). Si les prolétaires sont trop nombreux, la démocratie est instable et la propriété semble injuste. La démocratie, pour durer, se soucie donc de faire accéder le maximum de citoyens à la propriété.

Si le *démos* est comme une assemblée de copropriétaires ; et si le politicien élu est une sorte de syndic de copropriété ; alors le pouvoir vient évidemment d'en bas, de même que le pouvoir du syndic vient incontestablement des copropriétaires. Les esprits sublimes peuvent bien faire la moue devant la comparaison entre une démocratie et une copropriété ; mais une fois qu'on l'a bien intégrée, on sera capable de s'opposer fermement à toute appropriation du bien commun (et des biens des particuliers) par politiciens et bureaucrates.

Le droit de l'assemblée des copropriétaires : tel est l'aspect le plus fondamental (et le seul vraiment clair) de la souveraineté du peuple. Une telle démocratie, par nature, est guidée et limitée par le bon sens des copropriétaires. Le pouvoir en démocratie est limitée, comme dans la copropriété, par la simple propriété privée et par son autonomie : le gérant, ou syndic, est en charge de la propriété commune, il n'a pas à gérer la propriété privée à la place des propriétaires.

Détruire ou éroder à l'excès la propriété privée par l'impôt, sous divers prétextes, c'est ce qui aux Etats-Unis est appelé "socialisme". Le socialisme est tenu pour incompatible avec la souveraineté du peuple bien comprise, tout comme avec liberté des personnes, des familles et des associations.

Dans cette logique, la question de la pauvreté, là où elle se pose avec acuité, doit d'abord être comprise comme un devoir de faciliter l'accès du prolétaire à la propriété. Cela ne se peut que par un progrès de la prospérité, dont la première condition est le respect de la propriété. La fiscalité excessive est donc évidemment contraire à la démocratie, sauf si c'est le nom qu'on voudrait donner au pouvoir des idéologues et à l'appropriation du pays par des bureaucrates. Et elle est tout aussi contraire à l'intérêt des pauvres.

Démocratie et propriété privée □

Quand on se promène à travers les Etats-Unis, on voit qu'il s'agit d'un peuple de citoyens propriétaires. Bien entendu, il y a des pauvres, et l'entrée ouest de Baltimore, par les rues parallèles à la Route 40, fait véritablement peine à voir. Mais le fait dominant des Etats-Unis reste quand même l'immensité de cette classe moyenne possessionnée, qui ne se conçoit pas comme des « petits », mais comme « Nous le Peuple », comme l'Amérique normale, située entre une minorité de riches et une minorité de pauvres.

Si l'on se promène du Nord au Sud du Maryland ou de la Virginie, on trouve partout une infinité de « petites maisons dans les bois », presque toutes spacieuses et légères, modestes et sûres d'elles, fières d'être américaines, avec le drapeau à l'entrée de beaucoup d'entre elles.

On voit aussi partout ces petites Eglises pimpantes et toujours peintes à neuf, de toutes dénominations protestantes, et qui ne reçoivent pas plus de fonds publics que les Eglises catholiques romaines, reconnaissables, elles, à la statue de la Vierge, aussi visible à l'entrée qu'une figure de proue. C'est là que sont pour beaucoup les liens invisibles entre ces maisons de familles libres et prospères, dans un pays qui dans son fond croit massivement en Dieu et en l'avenir.

Il faut voir aussi ces communautés de copropriétaires, qui constituent de véritables villages : parfois cossus, richards et inaccessibles, avec leurs barrières et leurs gardiens, comme celle de Gibson Island, sur le bord de la Chesapeake, et parfois aussi humbles et libres, espaces ouverts groupés autour de leur *community hall*, où les copropriétaires se réunissent deux fois par semaine, par exemple Venice on the Bay, un peu plus haut que Gibson, entre Baltimore et Annapolis.

C'est loin d'être toujours agréable. Souvent, on ne peut pas aller au bord de la mer, car le rivage est approprié, ou en copropriété. On ne peut s'arrêter presque nulle part pour stationner au bord de la route ("No parking. Any time") et aller se promener en forêt, sauf dans des grands parcs explicitement publics, où d'ailleurs il faut souvent payer un modique droit pour entrer. On ne sait trop à qui appartient le bord de la route ; ce qu'on sait, c'est qu'on risque de se faire mettre en fourrière, si on s'arrête où il ne faut pas ("Towing rule will be strictly enforced").

On a l'impression que la propriété privée est un domaine inviolable ("No trespassing. Violators will be prosecuted "). Mais ces propriétés, que les mœurs et la loi rendent inviolables, se barricadent rarement, restent en général des espaces non enclos de murs, ou même de barrières. Les fenêtres n'ont pas de volets. Les maisons ne s'entourent pas de jardins soignés. Peu de fleurs, peu de fruits et pas de légumes. Des arbres ombrageant les maisons, les rendant même un peu trop sombres. Une pelouse bien tondu couvrent en général toute la superficie de la propriété, comme si l'Américain aimait à bâtir sa maison dans un lieu qui lui rappelle la nature intacte, l'appropriation par le travail des espaces vierges et les mystérieuses forêts des âges pionniers.

Dans une telle société, il ne faut pas s'étonner que le niveau moyen de confiance en soi soit plus élevé que dans des sociétés assistées, qui retiennent les citoyens en enfance et les mettent en tutelle à vie. Il est vrai aussi que l'existence est plus difficile pour ceux qui n'ont rien, plus dure à ceux qui ne savent pas lutter pour se tailler une place.

« **Rendez les comptes de la gestion** »

Arrivant d'Europe où l'action du président Obama est universellement célébrée, du moins dans l'infosphère, j'ai été frappé de lire ces propos si lucides de Marco Rubio, 39 ans, père de famille nombreuse, étoile montante de la politique américaine, et qui se présente en Floride au poste de sénateur : « Quand ces élections seront passées, déclare Rubio, il sera clair pour tous qu'une question avait été posée au peuple américain : "Voulez-vous devenir une Europe bis ?" »

Et que le peuple américain aura simplement répondu "Non, merci." » Marco Rubio, soutenu par le Tea Party, est à plus de 40% dans les sondages, menant de 12 points le républicain modéré qu'il allait écraser aux primaires et qui a préféré se présenter en indépendant. Le démocrate local se traîne en troisième place à 22%.

Quoi que puissent raconter certains médias français, nous sommes à l'évidence aujourd'hui aux États-Unis en face d'un mouvement populaire puissant, viscéralement antiautoritaire, mais responsable et non révolutionnaire, conservateur, au sens d'enraciné dans la tradition nationale bi-séculaire, ami de la liberté et de la Constitution qui devrait la garantir. Un mouvement viscéralement antifasciste, et pour qui le "socialisme" n'est jamais qu'une des formes du fascisme, ou, dans le meilleur des cas, dans ses versions plus indolores, une espèce d'asservissement (« enlèvement ») et de despotisme administratif, inventée par des intellectuels qui ne comprennent rien à la vie et au travail.

Dans le *Washington Times* du 22 Septembre 2010, pages B1 et B4, j'ai trouvé un article ayant pour titre : « Le temps du Tea Party est venu ». Son auteur est Ted Nugent, figure typiquement américaine, unissant les trois qualités de chanteur de Rock 'N' Roll, de sportif et de militant politique.

Dans cet article qui, c'est sûr, n'est pas d'un « intellectuel », Ted Nugent écrit : "Le message du Tea Party est aussi fort que clair et il retentit dans toute l'Amérique : « Nous exigeons qu'on nous rende les comptes de la gestion. Un point, c'est tout. » (« We demand accountability, period. »)"

